



**HAL**  
open science

## Asie centrale : Où le temps des nations coïncide avec le temps de la mondialisation

Julien Thorez

► **To cite this version:**

Julien Thorez. Asie centrale : Où le temps des nations coïncide avec le temps de la mondialisation. Marie-Claude L'Huillier, Anne Jollet. Nation(s), mondialisation(s) – Toute une histoire, L'Harmattan, pp. 71-90, 2017, 978-2-343-13404-8. halshs-01923525

**HAL Id: halshs-01923525**

**<https://shs.hal.science/halshs-01923525>**

Submitted on 15 Nov 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« **Asie centrale. Où le temps des nations coïncide avec le temps de la mondialisation** », in L'Huillier M.-C., Jollet A. (dir.), *Nation(s), mondialisation(s) – Toute une histoire*, Paris, L'Harmattan, pp. 71 – 90

**Asie centrale :**  
**Où le temps des nations coïncide avec le temps de la mondialisation**

Julien Thorez  
Géographe  
Chargé de recherche au CNRS  
UMR 7528 Mondes iranien et indien  
[julien.thorez@cnrs.fr](mailto:julien.thorez@cnrs.fr)

Il est fréquent de considérer que le XIX<sup>e</sup> siècle fut le siècle des nations, tandis que le tournant du XXI<sup>e</sup> siècle marquerait le triomphe de la mondialisation et des macro-régions. Cette analyse essentiellement fondée sur la trajectoire géohistorique de l'Europe ne rend qu'imparfaitement compte de l'histoire moderne et contemporaine des constructions politiques et des configurations territoriales de nombreuses régions du monde où, comme en Asie centrale, le temps des nations coïncide avec celui de la mondialisation.

Indépendants et souverains depuis la disparition de l'URSS en 1991, le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, qui sont directement héritiers des républiques socialistes soviétiques (RSS) fondées dans les années 1920 et 1930 dans le cadre de la réforme territoriale menée par les autorités soviétiques après leur accession au pouvoir, s'attachent à consolider leur assise étatique, en suivant le modèle de l'État-nation. Mais ces États, dont l'existence inédite sur la scène internationale découle paradoxalement de l'effondrement du système qui les a engendrés, s'insèrent dans le même temps dans les mécanismes de la mondialisation.

Concomitantes, quoique contradictoires par de nombreux aspects, ces deux dynamiques bouleversent depuis deux décennies les sociétés et les territoires centrasiatiques<sup>1</sup>. Elles découlent de l'engagement des autorités étatiques mais également de l'implication d'une multitude d'acteurs politiques, économiques et sociaux, centrasiatiques comme internationaux.

### **1. Être indépendant, asseoir l'Etat, légitimer la nation**

---

<sup>1</sup> Thorez, J. (dir.), 2015, *Asie centrale – des indépendances à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 143 p.

Les pays d'Asie centrale ont accédé à l'indépendance sans avoir connu de mouvements souverainistes puissants, comparables à ceux qui ont animé la vie politique balte et caucasienne dans les années 1980<sup>2</sup>. Loin des *scenarii* élaborés notamment par H. Carrère d'Encausse dans *L'Empire éclaté*<sup>3</sup>, les républiques « musulmanes » n'ont pas été à l'origine de l'effondrement d'une URSS qui a finalement autant (si ce n'est plus) implosé qu'explosé. Le Kazakhstan n'a ainsi déclaré son indépendance que le 16 décembre 1991, après que les dirigeants russes, biélorusses et ukrainiens ont constaté la fin de l'existence de l'URSS en tant que « sujet de droit international », le 8 décembre 1991.

Ces conditions d'accession à l'indépendance n'ont pas empêché les dirigeants centrasiatiques d'assumer pleinement le nouveau statut géopolitique de leur pays, en décidant immédiatement d'engager une politique visant à légitimer et à consolider les républiques nationales. Pourtant, les présidents centrasiatiques avaient accédé au pouvoir dans le cadre des institutions soviétiques : I. Karimov, N. Nazarbaev ou S. Niazov ont occupé la fonction de Premier secrétaire du Parti communiste avant de respectivement devenir président de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan et du Turkménistan, ce qui témoigne d'une réelle continuité des élites politiques nationales entre la fin de la période soviétique et le début de la période de l'indépendance<sup>4</sup>. Seul le Tadjikistan, qui fut le théâtre d'une guerre civile entre 1992 et 1997, a connu un renouvellement des autorités centrales, quoique la faction méridionale de la région de Kulob, qui s'est imposée, avec à sa tête le président E. Rakhmon, au détriment des représentants de la région de Khodjent (ancienne Leninabad), située au nord, soit également issue de l'administration soviétique.

Quoiqu'il en soit, dès 1991, les autorités ont mené, dans toutes les républiques, une politique destinée à assurer la pérennité des pays nouvellement indépendants, en obtenant la reconnaissance de la communauté internationale, en s'appuyant sur les institutions héritées de l'administration soviétique pour construire l'État, en refondant l'idéologie nationale pour légitimer et définir la nation ou en réaménageant l'espace pour façonner un territoire national, dans le cadre de la « construction territoriale de l'indépendance »<sup>5</sup>.

### ***1.1. Entre États et présidents, la fabrication des nations***

Les pays post-soviétiques ont connu des trajectoires différentes depuis les années 1990, liées notamment aux choix politiques, économiques et géopolitiques effectués par chacun des gouvernements indépendants. Mais l'affirmation des États-nations est un trait commun à l'ensemble de la région<sup>6</sup>.

La politique nationale des pays centrasiatiques présente les caractéristiques classiques des dispositifs mis en œuvre pour façonner des entités politiques et forger des identités

---

<sup>2</sup> En décembre 1986, d'importantes manifestations se déroulèrent à Alma-Ata, mais les revendications des étudiants kazakhs portaient sur la place des Kazakhs dans la république socialiste soviétique du Kazakhstan plutôt que sur l'indépendance du pays. Elles dénonçaient la nomination à la tête de la république de G. Kolbin, un Russe, en remplacement du leader kazakh D. Kunaev, qui avait dirigé le Kazakhstan soviétique depuis 1960.

<sup>3</sup> Carrère d'Encausse, H., 1978, *L'Empire éclaté : la révolte des nations en URSS*, Paris, Flammarion, 314 p.

<sup>4</sup> Dumoulin, M., 2012, « Générations et profils de carrière au sein de l'élite politique kazakhstanaise », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 43, n° 1-2, p. 15 – 45.

<sup>5</sup> Thorez, J., 2007, « La construction territoriale de l'indépendance : réseaux et souveraineté en Asie centrale post-soviétique », *Flux*, n° 70, pp. 33-48.

<sup>6</sup> Roy, O., 1997, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Seuil, 323 p ; Cummings, S., 2012, *Understanding Central Asia. Politics and contested transformations*, Londres, Routledge, 240 p.

nationales<sup>7</sup>. Face à une situation inédite et instable, les autorités ont, dans un premier temps, cherché à garantir la pérennité des États, en travaillant à la reconnaissance internationale de leur nouveau statut géopolitique et à la consolidation des institutions et des administrations héritées des républiques socialistes soviétiques. Le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan ont établi des relations diplomatiques avec les principales puissances régionales et internationales dans les jours et les semaines qui ont suivi leur indépendance avant d'être admis à l'ONU le 3 mars 1992. Dans le même temps, les gouvernements ont remodelé l'espace politique national, alors même qu'ils devaient faire face à la crise économique accompagnant la dislocation du système de production et d'échanges soviétique. Les pays centrasiatiques ont chacun adopté une constitution dotée des attributs formels de la démocratie, répondant partiellement aux principes de la « transition » pensée par les organisations internationales pour accompagner la sortie du socialisme et conduire l'Europe orientale et l'Asie centrale vers le modèle de la démocratie libérale occidentale. À l'exception relative du Kirghizstan, dont les présidents A. Akaev et K. Bakiev ont été respectivement renversés en 2005 et en 2010, des régimes présidentiels se sont toutefois imposés dans tous les pays. Ces présidents se sont appuyés sur l'appareil administratif soviétique, depuis les administrations centrales jusqu'aux administrations locales, pour assurer la continuité de l'État, sauf au Tadjikistan qui était ravagé par la guerre civile. La plupart des pays ont d'ailleurs conservé la carte administrative élaborée dans le cadre du système soviétique.

Les institutions et les administrations centrasiatiques ont toutefois connu d'importants changements liés à la promotion des cadres nationaux au détriment des « Russophones »<sup>8</sup>, qui avaient conservé durant toute la période soviétique un rôle prépondérant malgré les politiques d'indigénisation. Au tournant des années 1990, dans un contexte d'affirmation nationale commun à l'ensemble du monde (post-)soviétique, les autorités indépendantes ont encouragé l'ethnisation – kazakhisation, ouzbékisation, etc. – de la vie politique et institutionnelle, en même temps que la promotion de la langue nationale<sup>9</sup>. Ce processus fut lié à l'émigration massive des populations russophones devant la crise politique, économique et sociale : depuis la fin des années 1980, plus de 5 millions de Russophones ont quitté l'Asie centrale<sup>10</sup>.

Parallèlement à cette dimension institutionnelle, un important travail a été entrepris pour substituer à l'idéologie socialiste soviétique une idéologie capitaliste nationale. Cette entreprise place la nationalité titulaire au cœur du passé et du présent des États, lesquels, héritage soviétique, continuent de distinguer la citoyenneté – kazakhstanaise, ouzbékistanaise, etc. – de la nationalité – kazakhe, ouzbèke, tadjike, karakalpake, russe, juive, etc – *i.e.*

---

<sup>7</sup> Thiesse, A.-M., 1999, *La création des identités nationales*, Paris, Le Seuil, 302 p.

<sup>8</sup> La catégorie « russophone » ne fait l'objet d'une définition précise et consensuelle (Laitin, D., 1998, *Identity in Formation, the Russian-speaking Population in the Near Abroad*, Ithaca-London, Cornell University Press, 417 p.), bien qu'elle soit couramment utilisée dans un registre scientifique et dans les discours politiques et géopolitiques, comme en Ukraine où elle a été instrumentalisée par les autorités russes et par les séparatistes du Donbass. Dans le contexte centrasiatique, ce terme peut se rapporter à l'ensemble des populations arrivées dans la région pendant les périodes tsariste et soviétique, indépendamment de leur nationalité (Thorez, J., 2009, « Хорошо где нас нет ! L'émigration des « Russophones » d'Asie centrale », *EchoGéo*, 2009, <http://echogeo.revues.org/index11212.html>).

<sup>9</sup> Laruelle, M., Peyrouse, S., 2004, *Les Russes du Kazakhstan – Idées nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose, 354 p.

<sup>10</sup> Thorez, J., 2009, *op. cit.*

l'identité civique de l'identité ethnique. Les autorités ont ainsi orienté les recherches en sciences humaines sur l'histoire – nécessairement ancienne et glorieuse – de la nationalité éponyme, en s'intéressant particulièrement à l'ethnogénèse de celle-ci et à l'étatité des constructions politiques passées, dans le but de donner une légitimité historique aux nouveaux États et à leur dimension nationale<sup>11</sup>. De nombreuses publications sont censées avoir démontré l'autochtonie des nations titulaires et l'ancienneté de l'ascendance étatique des pays indépendants, souvent au mépris de toute rigueur scientifique. Des travaux avancent l'idée que les premiers habitants de l'Asie centrale auraient été des Türks, que les Kazakhs, de tradition nomade, auraient développé une glorieuse culture urbaine ou que la formation de la nation ouzbèke se serait achevée au XI<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup> ! Reposant sur une conception naturelle de la nation, cette quête éperdue des continuités historiques empêche toute analyse des dynamiques sociales et politiques qui ont présidé à la structuration des identités collectives. Pour ce qui concerne les époques plus récentes, la période tsariste fait l'objet d'une approche très critique, véritable réquisitoire contre le colonialisme, tandis que le traitement de la période soviétique est plus ambigu<sup>13</sup>. Si les travaux contemporains dénoncent vertement le totalitarisme, leur prise de distance est moindre vis-à-vis de la politique des nationalités, qui a notamment conduit à la création des républiques socialistes soviétiques à l'origine des États indépendants, ou vis-à-vis de la grande guerre patriotique (1941 – 1945), dont la victoire est toujours fêtée, le 9 mai.

L'histoire, l'ethnographie et l'ethnologie ont également été mobilisées, afin de célébrer les « traditions » nationales, aussi bien dans la culture matérielle que dans les pratiques sociales. Des travaux ont ainsi été publiés sur l'« ouzbékité », la « kazakhité », tandis que tous les pays de la région modifiaient le calendrier des fêtes nationales, en y ajoutant notamment norouz, le nouvel an iranien. Face à la proximité de la culture des populations sédentaires des oasis – ouzbèkes, tadjikes –, d'une part, et à celle de la culture des populations nomades des steppes et des montagnes – kazakhes, kirghizes –, d'autre part, la mise à contribution de l'ethnologie devait permettre de fixer les différences entre les populations, entre les nations.

La réécriture du récit national est à l'origine d'une recomposition du panthéon national, qui valorise des figures mythiques souvent reléguées pendant la période soviétique. En Ouzbékistan, le grand conquérant Tamerlan est ainsi devenu le héros de la nation, tandis que le Tadjikistan se plaçait sous l'égide d'I. Somoni, figure majeure de la dynastie iranienne qui régna aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles sur l'Asie centrale. Leur statue orne aujourd'hui respectivement la place centrale de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, où elle remplace celle de K. Marx, et celle de Douchanbe, la capitale du Tadjikistan, où elle succède à celle de V. Lénine<sup>14</sup>. Tandis que les représentants le mouvement socialiste international tendent à disparaître du discours mémoriel, les figures soviétiques nationales conservent une place centrale dans l'historiographie. Les dirigeants impliqués dans la création des territoires

---

<sup>11</sup> Laruelle, M., 2004, « Continuité des élites intellectuelles, continuité des problématiques identitaires. Ethnologie et « ethnogénèse » à l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan », Cahiers d'Asie centrale, n° 13-14, p. 45-75. <http://asiacentrale.revues.org/279>

<sup>12</sup> Laruelle, M., 2005, « Ethnologie, question nationale et État dans l'Ouzbékistan contemporain – Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan », *Journal des anthropologues*, n° 100-101, p. 329-347. <https://jda.revues.org/1503>

<sup>13</sup> Abashin S., 2012, « La désoviétisation dans la politique mémorielle de l'Ouzbékistan indépendant – le Musée de la mémoire des victimes des répressions » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 43, n° 1-2, p. 47-72.

<sup>14</sup> Adams L., 2010, *The Spectacular State: Culture and National Identity in Uzbekistan*, Durham / Londres, Duke University Press, 256 p.

nationaux, de même que les leaders des années 1960, 1970, 1980 sont célébrés, ce qui témoigne d'une reconnaissance du rôle joué par la période soviétique dans la construction des États-nations : à Tachkent, le *prospekt* V. Lénine a été renommé boulevard S. Rachidov, qui fut Premier secrétaire du Parti communiste d'Ouzbékistan de 1959 à 1983 ; à Almaty, le nom de D. Kunaev, qui occupa les fonctions de Premier secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan de 1960 à 1962 puis de 1964 à 1986, a été donné à une artère du centre-ville.

Transmis par l'école, diffusé par les médias, le discours national présente de nombreuses similitudes avec l'historiographie soviétique, malgré la rupture avec l'idéologie socialiste<sup>15</sup>. En particulier, il continue le plus souvent de véhiculer une conception essentialiste de l'identité, tout en reprenant à son compte les théories sur l'ethnogénèse développées dans les institutions académiques soviétiques. Par ailleurs, il témoigne de la persistance du lien de subordination du monde scientifique vis-à-vis du pouvoir politique.

En revanche, les États se sont dotés d'emblèmes (drapeau, armoiries, etc.) rompant formellement avec la symbolique soviétique, en puisant dans la « tradition » nationale. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont ainsi un drapeau se référant explicitement au nomadisme.

Entre mythes fondateurs, figures historiques et hauts lieux, la politique des pays centrasiatiques ne s'est pas affranchie de la liste classique des éléments de base mobilisés dans la fabrication des imaginaires collectifs nationaux. Mais la nature – présidentielle et autoritaire – des régimes politiques institués après les indépendances lui donne un registre spécifique, tant la figure présidentielle occupe désormais une place de choix dans la définition de la nation. Au Kazakhstan, N. Nazarbaev porte le titre explicite de « leader de la nation » (*Elbasy*), de même qu'E. Rakhmon au Tadjikistan (*pešvoi millat*), tandis que le premier président du Turkménistan, S. Niazov, avait été nommé *Türkmenbaşy* « le chef des Turkmènes ». Parallèlement, des monuments consacrés aux présidents ont été érigés, au Turkménistan, au Kazakhstan, de sorte que le remodelage de l'espace public témoigne d'un glissement de la célébration de la nation vers la mise en scène du régime et, plus encore, vers le culte du président.

## ***1.2. La construction des États-nations est aussi une histoire de territoire***

La politique d'affirmation étatique et nationale menée depuis les indépendances comprend également un important volet territorial, car les pays centrasiatiques ont hérité d'une configuration géographique contraignante, qu'ils ont dû modifier pour l'adapter à leur nouveau statut géopolitique. Au cœur de l'espace eurasiatique, leurs territoires étaient en effet écartelés et imbriqués, en même temps qu'ils étaient enclavés<sup>16</sup>.

Ce caractère écartelé et imbriqué des espaces nationaux centrasiatiques est une conséquence de la politique d'aménagement soviétique. Dans les contours des territoires républicains, tels qu'ils ont été dessinés dans les années 1920 et 1930, les principaux foyers de peuplement sont en effet localisés en situation périphérique, séparés par d'importantes discontinuités. Au Kazakhstan et au Turkménistan, des déserts et des steppes occupent le cœur du territoire national, tandis que la population se concentre dans les régions septentrionales et méridionales. Au Kirghizstan et au Tadjikistan, des montagnes, dont la traversée est difficile voire quelquefois impossible en hiver, séparent des piémonts densément

---

<sup>15</sup> Laruelle M., 2004, *op.cit.*

<sup>16</sup> Thorez, J., 2007, *op. cit.*

peuplés. En Ouzbékistan, l'espace national combine ces deux formes de discontinuité, de sorte que se dessine un peuplement en archipel. Cet écartèlement, qui est une spécificité de l'Asie centrale dans le monde post-soviétique, a pu apparaître, après les indépendances, comme un facteur de fragilité susceptible de menacer l'existence des États. Par exemple, l'interruption de la circulation en hiver sur les principaux axes montagneux entraînait un véritable morcellement de l'espace national au Tadjikistan, alors même que le pays connaissait une guerre civile marquée par un fort ancrage régional des principaux groupes opposés. Toutefois, les combats visaient à conquérir le pouvoir central et à s'approprier les ressources qui lui étaient liées ; le pays n'était pas soumis à des revendications séparatistes.

Plusieurs formes d'imbrication territoriale ont également été révélées, à l'échelle des espaces nationaux, par l'accession au statut de frontières internationales des anciennes limites administratives soviétiques<sup>17</sup>. Tout d'abord, les territoires nationaux sont morcelés et perforés par l'existence de nombreuses enclaves/exclaves localisées dans la vallée du Ferghana, qui est partagée entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. D'autres formes d'imbrication territoriale naissent des inadéquations entre les frontières et les réseaux, entre le maillage et le treillage. La carte de l'Asie centrale recèle de ce fait des périclaves, c'est-à-dire des portions d'espace situées dans la continuité aréolaire du territoire national mais exclusivement accessible depuis le cœur de l'espace national par un transit *via* un pays voisin. Pour se rendre au sud-ouest du Kirghizstan depuis la capitale, Bichkek, il est nécessaire traverser un morceau du territoire ouzbékistanais et un appendice du territoire tadjikistanais. De même, les réseaux énergétiques et les réseaux hydrauliques construits durant la période soviétique traversent les frontières, leur tracé s'affranchissant de la carte politique au profit de choix techniques. C'est ainsi que de nombreuses oasis d'Ouzbékistan, dont le delta du Zeravchan, où se situe Boukhara, et la steppe de Karchi, sont alimentées en eau par des canaux dont la tête est située au Turkménistan. Mais, en aval, la partie turkménistanaise du delta de l'Amou Daria est approvisionnée depuis l'Ouzbékistan. Autre exemple, le grand canal du Ferghana serpente sur le versant méridional de la dépression, entre le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Certains considèrent que ces imbrications territoriales sont le résultat du machiavélisme des autorités soviétiques, lesquelles auraient souhaité ainsi empêcher toute velléité d'indépendance<sup>18</sup>. Témoignant plus sûrement du fait que les aménageurs inscrivaient durablement leur action dans un cadre territorial soviétique, cette configuration spatiale introduit, dans le nouveau contexte géopolitique, des dépendances et des interdépendances entre les pays nouvellement indépendants.

Devant les contraintes politiques et économiques produites par la configuration des espaces nationaux, les autorités ont décidé d'engager une intense politique d'aménagement du territoire. À l'échelle de l'État-nation, la construction territoriale de l'indépendance a été conçue pour répondre à la nécessité d'individualiser et d'unifier les espaces nationaux. Dans ce cadre, les États ont agi sur les frontières et les réseaux<sup>19</sup>. D'une part, ils ont fonctionnalisé les nouvelles frontières internationales, en modifiant les conditions juridiques et pratiques de leur franchissement. Les pays centrasiatiques ont signé, avec l'ensemble des pays de la CEI, un accord en 1992 à Bichkek assurant la libre circulation de leurs ressortissants, mais le

---

<sup>17</sup> Thorez, J., 2011, « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : Etats, nations et régions en recomposition », *Cybergeo*, 28 p., <http://cybergeo.revues.org/23707>

<sup>18</sup> Roy, O., 1997, *op. cit.* ; Balland, D., 1997, « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques », *Hérodote*, n°84, p. 77 – 123.

<sup>19</sup> Thorez, J., 2007, *op. cit.*

Turkménistan puis l'Ouzbékistan ont initié un mouvement de fermeture des nouvelles frontières. Ils ont en effet introduit un système de visa, qui limite la circulation des personnes, et instauré des droits de douanes, qui restreignent la mobilité des marchandises, avant d'être pour partie imités par les autres pays de la région. Si les populations frontalières disposent d'un statut spécifique, ces mesures entravent les échanges entre les pays centrasiatiques, notamment au sein des régions communes à plusieurs États, comme le Ferghana. Concrètement, la circulation transfrontalière est affectée par l'équipement des nouvelles frontières, en particulier dans les régions densément peuplées où ont été non seulement édifiés des postes-frontières, mais également des barbelés ou des murs pour barrer les axes secondaires<sup>20</sup>. Ces dispositifs font surgir les frontières dans le paysage centrasiatique ; ils modifient les pratiques et les représentations territoriales, alors même que les négociations interétatiques portant sur la fixation des nouvelles frontières ont partout fait l'objet d'un important traitement médiatique. Quelquefois présentée comme une manifestation de l'autoritarisme des nouveaux États indépendants, la fermeture des frontières, de même que la passeportisation, contribue à la construction des nations, en participant à la prise de conscience étatique des populations centrasiatiques. La fonction idéologique de la frontière est ainsi pleinement exploitée par des autorités qui valorisent l'opposition entre intérieur et extérieur, sien et autre, etc.<sup>21</sup>. L'Ouzbékistan a par exemple régulièrement insisté sur la justice de la voie suivie par le pays sous la houlette d'I. Karimov, par contraste avec le Tadjikistan qui a connu la guerre civile. Cette politique qui modifie la territorialité quotidienne d'une partie importante de la population a toutefois rencontré des formes de résistance et d'hostilité. L'impossibilité d'accomplir des pèlerinages de proximité, l'interruption de mouvements de transhumance ou les perturbations de la vie sociale nourrissent le mécontentement populaire, tandis que des mouvements islamistes actifs dans la région proposent d'abolir les limites interétatiques.

En même temps qu'ils mettaient en œuvre cette politique frontalière, les pays centrasiatiques ont remodelé les réseaux pour les adapter aux contours des nouveaux territoires étatiques<sup>22</sup>. Depuis la seconde moitié des années 1990, des aménagements sont réalisés pour élever la connexité des réseaux domestiques, c'est-à-dire pour les unifier, et améliorer l'accessibilité des différentes régions. Dans ce cadre, de nouvelles voies ferrées ont été édifiées, de nouvelles routes ont été construites, tandis que d'anciens itinéraires étaient modernisés. L'Ouzbékistan a ainsi achevé la construction de deux voies ferrées reliant les régions centrales aux régions méridionales et occidentales, qui permettent d'éviter de transiter par le Turkménistan. Le Tadjikistan a ouvert une nouvelle route entre les régions centrales, où se situe Douchanbe, et les régions orientales du Badakhchan et du Pamir, de même qu'il a percé des tunnels sur l'axe majeur qui relie Douchanbe à Khodjent. En limitant l'enclavement saisonnier et en réduisant les temps de parcours, ces aménagements ont sensiblement amélioré la circulation entre les différentes régions du Tadjikistan. Il est classique parmi les géographes de critiquer le mythe de « l'infrastructure structurante » et de dénoncer le discours des experts

---

<sup>20</sup> Thorez, J., 2011, *op. cit.* ; Damiani, I., 2013, « Ferghana : les étapes d'une matérialisation frontalière entre intention et réalité », *L'espace politique*, n° 20, <http://espacepolitique.revues.org/2651> ; Reeves, M., 2014, *Border Work – Spatial lives of the State in rural Central Asia*, Ithaca – London, Cornell university Press, 292 p.

<sup>21</sup> Megoran, N., 2004, « The Critical Geopolitics of the Uzbekistan-Kyrgyzstan Ferghana Valley Boundaries Dispute », *Political Geography*, vol. 23, n° 6, p. 731-764.

<sup>22</sup> Thorez, J., 2007, *op. cit.*



et des politiques destiné à soutenir la réalisation de nouvelles infrastructures<sup>23</sup>. Sans remettre en cause le fondement de cette position, il faut toutefois remarquer que, dans le cas centrasiatique, les travaux de mise en conformité des infrastructures à la nouvelle carte politique modifient fondamentalement la structure des réseaux de transport, lesquels étaient jusqu'alors segmentés. Concomitants avec la fermeture des frontières, ils permettent le recentrage de la mobilité au sein des territoires étatiques, de sorte que se charpentent, pour la première fois dans l'histoire de l'Asie centrale, des espaces nationaux<sup>24</sup>.

La construction territoriale de l'indépendance s'incarne également dans le réaménagement des lieux du pouvoir. Dans des capitales pensées comme des vitrines de l'indépendance, la ville de l'État est transformée par la rénovation des bâtiments soviétiques et/ou l'édification de constructions nouvelles, dans le cadre d'opérations qui articulent nationalisation et modernisation de l'espace public. À Achgabat, les autorités turkménistanaises ont engagé, sous la houlette de S. Niazov, des travaux pharaoniques, financés par la rente gazière et, pour partie, réalisés par l'entreprise française *Bouygues*<sup>25</sup>. À Tachkent, la rénovation du quartier central, qui accueille les principales institutions (cabinet des ministres, sénat, assemblée, etc.), est présentée comme une nouvelle étape urbanistique et politique dans le développement de l'Ouzbékistan. À Douchanbe, un nouveau palais présidentiel a été construit dans le cadre des travaux débutés au milieu des années 2000 pour remodeler le centre-ville. Finalement, seule Bichkek est relativement restée en marge de ce processus qui affecte toutes les capitales post-soviétiques, depuis Vilnius jusqu'à Bakou. Au Kazakhstan, cette politique a été plus aboutie encore, puisque l'État a décidé de transférer la capitale d'Almaty vers Akmola, qui fut à cette occasion renommée Astana<sup>26</sup>. Pour justifier le déplacement du pouvoir depuis le sud-est vers le centre-nord du pays, les autorités ont avancé différents arguments : la nécessité de protéger le pouvoir du risque sismique, de l'éloigner de la frontière chinoise, de recentrer la capitale en la positionnant à un carrefour, etc. D'autres explications, plus ou moins convaincantes, ont également été proposées : la volonté d'assurer la souveraineté du Kazakhstan sur des régions septentrionales très russifiées et de les kazakhiser, de mettre le pouvoir à distance d'une Almaty perçue comme politiquement dangereuse, de mobiliser l'appareil d'État autour d'un projet-phare ; de faire de l'édification d'une nouvelle capitale une source d'enrichissement ; de réguler les relations entre les hordes kazakhes. En tout état de cause, la décision de transférer le pouvoir inscrit dans l'organisation territoriale le changement politique et géopolitique majeur que constituent la disparition de l'URSS et l'accession à l'indépendance. À cet égard, Astana s'inspire d'Ankara ou de Brasilia. La nouvelle capitale n'est pas construite *ex-nihilo*, mais des travaux titanesques transforment l'ancienne ville soviétique et urbanisent la steppe et les marais. La nouvelle ville de l'État est construite autour d'une perspective monumentale qui est centrée sur le palais présidentiel. Cet urbanisme démonstratif répond à l'ambition des autorités kazakhstanaïses de faire de la capitale un symbole de la réussite de l'État-nation ainsi que de celle du pouvoir nazarbaevien. Certains ont d'ailleurs proposé de renommer la ville du nom du premier président du Kazakhstan.

---

<sup>23</sup> Offner, J.-M., 1993, « Les effets « structurants » du transport : mythe politique, mystification scientifique », *L'Espace géographique*, n°3, p. 233-242.

<sup>24</sup> Thorez, J., 2011, *op. cit.*

<sup>25</sup> Fauve, A., Gintrac, C., 2009, « Production de l'espace urbain et mise en scène du pouvoir dans deux capitales « présidentielles » d'Asie centrale », *L'espace politique*, n° 8, <https://espacepolitique.revues.org/1376>

<sup>26</sup> Fauve, A., 2015, « Global Astana: Nation-Branding as a Legitimation Tool for Authoritarian Regimes », *Central Asian Survey*, vol. 34, n° 1, p. 110-125.

Les pays d'Asie centrale sont finalement porteurs d'une trajectoire géohistorique qui fait d'eux des États-nations-territoires. Les conditions de la formation de leur territoire, comme celles de leur accession à l'indépendance et de leur exercice de la souveraineté, font en effet du territoire une composante indissociable de l'État-nation. De ce fait, le récit national s'approprie tout le passé du territoire étatique, en même temps qu'il intègre le passé de la nationalité titulaire. Cette combinaison d'une approche ethnique et d'une approche étatique de la nation est également révélée par la politique territoriale des pays centrasiatiques. Alors que les États ont été qualifiés d'« ethnocraties », en raison de la place acquise par la nationalité titulaire depuis les indépendances<sup>27</sup>, la politique d'aménagement du territoire développe une approche englobante de la nation. La fermeture des nouvelles frontières contribue à la structuration des identités civiques – kirghizstanaise, ouzbékistanaise, etc.<sup>28</sup>. De même, l'hétérogénéité architecturale d'Astana a été analysée comme la concrétisation de la volonté des autorités étatiques de créer une capitale à l'image de la population multiethnique du pays<sup>29</sup>. De nombreux styles coexistent en effet dans la capitale kazakhstanaise, de l'immeuble se référant à l'esthétique nomade au bâtiment futuriste, du gratte-ciel stalinien à un ensemble néo-haussmannien. En analysant le territoire, en questionnant le paysage, la géographie permet ainsi de souligner combien les recompositions identitaires survenues depuis les indépendances sont complexes, associant valorisation de l'identité ethnique et fabrication de l'identité civique.

Au moment des indépendances, certaines voix, comme celle de M. Bennigsen-Broxup, se sont élevées pour affirmer que la disparition de l'URSS correspondait à la fin d'une parenthèse dans l'histoire de l'Asie centrale ou pour appeler de leurs vœux la fusion des pays nouvellement indépendants dans un « grand Turkestan ». Fondées sur une critique radicale de la politique territoriale soviétique dénonçant tout autant la décision de créer des territoires nationaux que les contours des républiques, ces thèses ont totalement négligé l'appropriation du cadre de l'État-nation-territoire par les sociétés centrasiatiques, et notamment par les élites politiques. Aucun dirigeant n'a en effet émis le souhait de réunir les pays nouvellement indépendants dans un État commun. Et, les seules revendications territoriales, qui étaient avancées par des mouvements nationalistes, ont porté sur la localisation des nouvelles frontières interétatiques, dont le tracé ne correspondaient qu'imparfaitement avec la carte ethnique, du fait même de la nature du peuplement. Avec constance, les autorités œuvrent au contraire à la consolidation des États et des nations, de sorte que la carte politique n'a pas changé depuis les indépendances.

## **2. S'intégrer à la mondialisation, entre affirmation nationale et ambitions internationales**

L'exercice inédit de la souveraineté a naturellement conduit les autorités centrasiatiques à faire de l'affirmation de l'État-nation un des fondements de leur action. Mais, dans le même temps, les pays nouvellement indépendants se sont attelés, selon des modalités spécifiques à chacun d'entre eux, à entrer dans les réseaux de la mondialisation.

---

<sup>27</sup> Laruelle M., Peyrouse S., 2010, *L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation*, Paris, A. Colin, 234 p.

<sup>28</sup> Thorez, J., 2011, *op. cit.*

<sup>29</sup> Fauve, A., 2015, *op. cit.*

Tous ont affirmé leur rupture avec l'idéologie socialiste au profit de principes capitalistes, au moment où l'implosion du camp soviétique mettait fin au monde bipolaire. Commune à l'ensemble du monde post-soviétique, cette réorientation idéologique fondamentale a été assumée par des dirigeants centrasiatiques qui, quelques temps auparavant, étaient encore les chantres de la planification socialiste soviétique, ce qui confirme la grande habileté avec laquelle les élites politiques ont, dans la plupart des pays de la région, traversé la « transition ». Ce changement de paradigme économique n'a pas conduit pas les pays centrasiatiques à fidèlement suivre le modèle de la « transition » ni à adopter un système économique commun. Entre libéralisme extraverti et étatsisme autocentré, différentes voies capitalistes ont été tracées au cours des dernières décennies<sup>30</sup>. Le Kirghizstan a fait le choix, dans les années 1990, de décollectiviser et désétatiser l'économie, avant d'intégrer en 1998 l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; l'Ouzbékistan s'est engagé dans un processus de transition graduelle, caractérisé par la perpétuation du rôle dominant de l'État ; le Kazakhstan, première puissance économique régionale, tente, de son côté, de concilier ces deux approches, en célébrant le patriotisme économique tout en développant les échanges extérieurs, en réaffirmant le rôle de l'État et des entreprises qui lui sont liés tout en discourant sur la liberté d'entreprendre. Il est membre de l'OMC depuis novembre 2015.

Partout, l'adoption des principes de l'économie de marché a été accompagnée de l'essor, à toutes les échelles, des inégalités sociales et spatiales<sup>31</sup>. Tandis que la majorité de la population a essuyé les conséquences de la crise économique, l'élite politico-économique s'est appropriée une part grandissante des richesses et a adopté des stratégies d'agrégation socio-spatiale incarnées par l'apparition de quartiers élitaires, quelquefois fermés, dans les grandes villes. Puis, dans les années 2000, l'amélioration de la situation économique, spectaculaire au Kazakhstan, a autorisé l'émergence d'une « classe moyenne », dont le mode de vie s'inspire des pratiques globalisées. Si les dynamiques migratoires ont concentré l'attention de nombreux travaux, ce changement social constitue une autre évolution fondamentale des sociétés centrasiatiques qui, tout en conservant des structures communautaires qui comblent partiellement les écarts de richesse, voient leur organisation socio-économique se rapprocher des sociétés capitalistes globalisées.

## ***2.1. Enclavement, développement et mondialisation : s'affranchir des contraintes géographiques ?***

Dès que leur existence a été reconnue par la communauté internationale, les pays d'Asie centrale ont exprimé leur volonté de développer de nouvelles relations avec les différents acteurs internationaux, en accélérant le processus d'ouverture initié par l'URSS pendant la perestroïka après la longue fermeture du milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Dans cette quête, ils ont toutefois été confrontés à la généralisation de l'enclavement, phénomène qui accompagne

---

<sup>30</sup> Pomfret R., 2006, *The Central Asian Economies since Independence*, Princeton, Princeton University Press, 256 p.

<sup>31</sup> Škaratan, O.I. (dir.), 2009, *Social'no-ekonomičeskoe neravenstvo i ego vozproizvodstvo v sovremennoj Rossii* [Les inégalités socio-économiques et leur reproduction en Russie contemporaine], Moscou, Olma Media Group, 556 p. ; Thorez, J., 2014, « The Post-Soviet space between North and South : Discontinuities, Disparities and Migrations » in Hohmann S., Mouradian C., Serrano S., Thorez J. (ed.), , *Development in Central Asia and the Caucasus – Migration, Democratisation and Inequality in the Post-Soviet Era*, London – New York, I.B. Tauris, p. 215 – 241.

souvent le morcellement des constructions territoriales impériales<sup>32</sup>. La nouvelle carte politique de l'Eurasie fait en effet de l'Asie centrale le cœur du plus vaste ensemble de pays enclavés.

Or, l'enclavement est une situation géographique contraignante, tant du point de vue politique qu'économique. Tout en refusant toute forme de déterminisme géographique, il faut souligner à quel point ce déficit d'accessibilité, lié tout autant au dessin des frontières qu'au tracé des réseaux, apparaît comme un frein au développement des États indépendants et souverains<sup>33</sup>. D'une part, cette configuration territoriale introduit une dépendance vis-à-vis des pays de transit qui peut limiter l'exercice de la souveraineté. Concrètement, les échanges continentaux des pays centrasiatiques reposent sur une traversée obligatoire du territoire des pays voisins – la Russie, la Chine, l'Afghanistan, l'Iran, l'Azerbaïdjan – qui implique un accord entre les différents États. D'autre part, l'enclavement entrave la croissance économique et, plus largement, le développement. Les économistes ont en effet démontré que cette situation géographique occasionnait un déficit de croissance dans les pays enclavés par rapport aux pays littoraux, toutes choses égales par ailleurs<sup>34</sup>. Des coûts de transports plus élevés tendent à limiter le commerce extérieur et, par voie de conséquence, à ralentir la croissance économique. Le déficit de croissance oscillerait en 0,3 % et 1,5 % ce qui, à moyen et long terme, est une réelle contrainte pour des pays centrasiatiques déjà affectés par la crise consécutive à l'implosion du système économique soviétique.

Face à cette situation, les pays nouvellement indépendants ont donné à la construction territoriale de l'indépendance une importante dimension internationale. L'insertion dans la mondialisation a partout guidé l'action des autorités, quoique la politique économique ait varié selon les États. Mais l'entrée de l'Asie centrale dans la mondialisation est aussi le produit de la diversification des acteurs – politiques, économiques, sociaux – agissant dans la région. D'une part, les changements politiques et économiques ont permis l'émergence de nouveaux acteurs centrasiatiques, économiques et sociaux, formels et informels, dont le rôle est essentiel dans l'arrimage de la région aux réseaux de la mondialisation. D'autre part, la transition géopolitique a incité les puissances régionales et mondiales à s'intéresser à l'Asie centrale, de même que les entreprises transnationales. Ces conditions font de l'intégration de la région dans la mondialisation un processus multiforme, qui articule dynamiques institutionnelles et pratiques informelles.

## ***2.2. Ouverture et mondialisation : dynamiques officielles et pratiques informelles***

De même qu'ils ont fait de la fermeture des nouvelles frontières un élément essentiel de la construction des nations, les États centrasiatiques ont décidé de l'ouverture – maîtrisée – des anciennes frontières de l'URSS, dans la perspective de favoriser leur insertion régionale et internationale. Les gouvernements ont décidé de faciliter la circulation internationale, en amendant les dispositifs contraignants qui existaient pendant la période soviétique, l'exception du Turkménistan qui maintient un contrôle très strict sur la mobilité des personnes et des marchandises – la sortie du territoire nationale est par exemple toujours fermement soumise à l'autorisation de l'administration. Les ressortissants du Kazakhstan ou du

---

<sup>32</sup> Doumenge, F., 1986, *Enclavement et développement*, Paris, Agence de coopération culturelle et technique, 92 p.

<sup>33</sup> Thorez, J., 2007, *op. cit.*

<sup>34</sup> Raballand, G., 2005, *L'Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, Paris, IFEAC / L'Harmattan, 358 p.

Kirghizstan peuvent librement se rendre à l'étranger ; l'Ouzbékistan a conservé des dispositifs de surveillance (visa, etc.) qui, cependant, n'empêchent pas la mobilité – le pays est ainsi devenu, comme le Kirghizstan et le Tadjikistan, une terre d'émigration à l'origine d'un intense flux de travailleurs polarisé par la Russie et, secondairement, par le Kazakhstan<sup>35</sup>.

La décision d'ouvrir les anciennes frontières s'est concrètement traduite par l'instauration de plusieurs points de passage sur les frontières communes avec la Chine, l'Afghanistan et l'Iran, en complément des quelques postes-frontières ouverts pendant la perestroïka. Désormais, toutes les portions de la longue enveloppe méridionale de l'Asie centrale, y compris la montagneuse frontière entre le Tadjikistan et la Chine, accueillent au moins un poste-frontière. L'ouverture des frontières, qui a également concerné la circulation aérienne, a contribué à changer la géographie des échanges, d'autant qu'elle a été accompagnée de la construction de nouvelles infrastructures de transport. Des voies ferrées ont été réalisées entre le Turkménistan et l'Iran et entre le Kazakhstan et la Chine ; des routes ont été édifiées ou rénovées sur l'ensemble des itinéraires internationaux. La diversification des axes de transport, qui étaient jusqu'alors dirigés vers la Russie, a aussi reposé sur la construction de nouvelles conduites – oléoducs et gazoducs – qui permettent au Kazakhstan, au Turkménistan et, secondairement, à l'Ouzbékistan, d'exporter les hydrocarbures produites dans le bassin caspien, en venant compléter le réseau édifié pendant la période soviétique. En renforçant les voies orientales et méridionales de désenclavement, ce remodelage des réseaux de transport continentaux a permis de réduire le niveau d'enclavement des pays centrasiatiques. À l'échelle locale, les transformations du système de flux font que, dans l'ancien espace frontalier « soviétique », la logique de confrontation tend petit à petit à s'effacer au profit d'une logique de circulation.

Les anciennes frontières restent cependant des zones militarisées – les pays centrasiatiques assurent notamment une surveillance stricte de leurs frontières avec l'Afghanistan, en raison de l'instabilité de leur voisin méridional<sup>36</sup>. Mais elles ne sont plus le lieu d'une opposition idéologique et politique entre les États. Au contraire, elles tendent à incarner les partenariats politiques et économiques qui se développent en Asie intérieure depuis deux décennies. Depuis leur indépendance, les États centrasiatiques entretiennent en effet des relations bilatérales et multilatérales avec les puissances régionales, y compris le Turkménistan qui a fait reconnaître son statut de pays neutre en 1995<sup>37</sup>. Ils ont ainsi adhéré à des organisations supra-étatiques – l'Organisation de la conférence islamique, l'Organisation de coopération économique – mais également, pour le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, à l'Organisation de coopération de Shanghai. La plupart d'entre eux ont aussi conservé des liens privilégiés avec les anciennes républiques soviétiques, au sein des différentes organisations « post-soviétiques » (CEI, OTSC, etc.). Le Kazakhstan et le Kirghizstan, qui soutiennent les mécanismes d'intégration régionale, sont ainsi membres de l'Union économique eurasiatique. Les pays centrasiatiques ont parallèlement établi des relations étroites avec les puissances et les organisations occidentales (UE, OTAN, etc.). Ces coopérations inédites n'ont pas débouché sur un basculement de leur assise géopolitique comparable à celui des pays d'Europe orientale, mais elles ont contribué à leur intégration rapide à la communauté internationale. C'est dans ce contexte que le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, qui sont membres du Partenariat pour la paix, ont

---

<sup>35</sup> Zająčková Ž.A., Vitkovská G.S. (dir.), 2009, *Postsovetskíe transformacii: otaženie v migraciah* [Les transformations post-soviétiques au miroir des migrations], Moscou, Adamant, 412 p.

<sup>36</sup> Thorez, J. (dir.), 2015, *op. cit.*

<sup>37</sup> Laruelle, M., Peyrouse, S., 2010, *op. cit.*

accueilli des bases militaires occidentales (états-unienne, française, allemande, etc.) dans le cadre de l'opération engagée par l'OTAN en Afghanistan en 2001. Cette présence, qui n'a pas suscité, dans un premier temps, l'hostilité de la Russie, a perduré au Kirghizstan, jusqu'en 2014, quand les États-Unis ont quitté la base aérienne de Manas, et en Ouzbékistan, jusqu'au départ des troupes allemandes de Termez en 2015.

L'intérêt des acteurs régionaux et mondiaux pour l'Asie centrale renvoie tout autant à des ambitions géopolitiques qu'à des stratégies économiques. Outre leur intérêt ponctuel lié à la guerre en Afghanistan, les États souhaitent mettre à profit le « vide » géopolitique laissé par la disparition de l'URSS pour renforcer leur position au cœur du continent eurasiatique, avec quelquefois comme arrière-plan conceptuel l'idée – très discutable – avancée au début du XXe siècle par Mackinder, que la domination de l'Asie intérieure autorisait celle de l'Ancien Monde<sup>38</sup>. De leur côté, les firmes transnationales s'intéressent prioritairement aux ressources du sous-sol centrasiatique (hydrocarbures, minerais, etc.)<sup>39</sup>, tandis que les petites et moyennes entreprises appréhendent davantage l'Asie centrale comme un nouveau marché. Tous contribuent à la mondialisation d'une région où ils développent souvent des stratégies rivales. L'évacuation du pétrole de la Caspienne a ainsi fait l'objet de projets concurrents : la Russie a défendu la construction d'un oléoduc reliant l'ouest du Kazakhstan au port russe de Novorossisk sur la mer Noire (*Caspian Petroleum Consortium*), tandis que les États-Unis ont apporté leur soutien à la conduite reliant Bakou, Tbilissi et Ceyhan, port turc situé sur la mer Méditerranée (*BTC*), qui a été inaugurée en 2005. Par ailleurs, la Chine a édifié un oléoduc entre l'ouest et le centre du Kazakhstan et le Xinjiang.

La présence de ces acteurs étrangers aux ambitions concurrentes, voire, dans certains cas, hostiles, a incité de nombreux observateurs à reprendre l'expression du « Grand Jeu », par référence à la lutte qui opposa au XIXe siècle, les empires russe et britannique pour la domination de l'Asie intérieure. Pourtant, pas plus que l'expression « nouvelle Route de la Soie » ne donne à comprendre l'évolution du système de flux, le « nouveau Grand Jeu » ne rend compte de la situation géopolitique actuelle. D'une part, les États centrasiatiques sont les premiers acteurs de leur insertion dans la mondialisation<sup>40</sup>. C'est ainsi que, depuis leur indépendance, ils ont fait des choix géoéconomiques et géopolitiques différents qui expliquent la diversité de leurs positionnements dans le monde globalisé – de l'isolement du Turkménistan à l'ouverture du Kirghizstan. Et certains pays, au premier rang desquels le Kazakhstan, revendiquent une place reconnue dans l'espace eurasiatique. Aussi les autorités d'Astana multiplient-elles les actions pour faire du Kazakhstan une puissance régionale, en accédant à la présidence de l'OSCE, de l'OCI, en accueillant des négociations internationales, en organisant l'exposition universelle de 2017 ou en candidatant à l'organisation des jeux olympiques, etc. D'autre part, aucune puissance, pas même l'ancienne puissance coloniale russe, n'a les moyens ni le projet de soumettre la région à un contrôle exclusif. En revanche, ce recours à une rhétorique impériale passée, qui présente la région comme au cœur des enjeux géopolitiques contemporains, satisfait les États centrasiatiques et justifie, pour partie, l'action des puissances étrangères.

---

<sup>38</sup> Lacoste, Y., 2012, « Le 'pivot géographique de l'histoire' : une lecture critique », *Hérodote*, n° 146-147, p. 139-158.

<sup>39</sup> Le Kazakhstan est désormais le premier producteur mondial d'uranium ; *Areva* compte parmi les entreprises transnationales présentes dans le pays.

<sup>40</sup> Cooley, A., 2012, *Great games and local rules: the new great power contest in Central Asia*, Oxford, Oxford University Press, 252 p.

Ces différentes voies – politiques, économiques – d’insertion dans la mondialisation relèvent d’un registre officiel, quelquefois institutionnel. Elles sont complétées par des pratiques informelles qui s’inscrivent dans la « mondialisation pas le bas »<sup>41</sup>. Comme l’ensemble du monde post-socialiste, l’Asie centrale a vu se développer des réseaux commerciaux informels qui combinent réactivation des pratiques soviétiques apparues face aux carences (pénuries, etc.) du secteur officiel, réponse à la crise économique et sociale post-soviétique et exploitation des opportunités offertes par l’ouverture des frontières. Dans ce cadre, de multiples commerçants circulent, ainsi que leurs marchandises, entre des hauts lieux du commerce international (la Chine, la Turquie, les EAU, ainsi que la Corée du Sud ou l’Iran) et l’Asie centrale, où leurs produits sont diffusés dans l’ensemble de la région, depuis les grands marchés de redistribution jusqu’aux bazars et magasins ruraux. Ces activités tendent actuellement à se structurer, ce qui n’empêche pas le commerce « informel » de conserver un rôle décisif : au Kirghizstan, la majorité des marchandises importées de Chine n’est toujours pas enregistrée officiellement. De surcroît, ces réseaux commerciaux, qui acheminent essentiellement des biens de consommation courante, contribuent à faire entrer la mondialisation dans le quotidien de toutes les populations centrasiatiques, à travers leur confrontation régulière avec des produits / objets d’importation nouvellement présents sur les marchés de la région. Plus encore, les « classes moyennes » urbaines adoptent des pratiques de consommation globalisées, notamment au Kazakhstan, où de nombreux malls standardisés accueillant espaces de consommation et de loisir ont été édifiés à Astana et à Almaty. Cette « globalisation » de la consommation entre, à bien des égards, en contradiction avec la célébration des valeurs nationales. Pourtant, sans surprise, les autorités kazakhstanaïses promeuvent aussi bien l’une que l’autre car le Kazakhstan indépendant et prospère est pensé comme une nation dans la mondialisation.

## Conclusion

Vingt-cinq ans après la disparition de l’URSS, les pays d’Asie centrale sont entrés dans la mondialisation, indépendamment de leurs divergences nationales. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, des nations mondialisées se sont substituées à une région soviétique, au cours d’une transformation spectaculaire des sociétés, des économies et des territoires, portée aussi bien par des acteurs nationaux qu’internationaux. L’intensification des relations internationales – politiques, économiques, etc. – n’empêche pas la région de demeurer un pôle secondaire dans le monde globalisé. Malgré les discours qui célèbrent la renaissance du commerce transcontinental, l’Asie centrale n’a pas recouvré sa fonction d’interface entre l’Asie orientale et l’Europe occidentale, en raison de la primauté du transport maritime sur le transport continental. Malgré la rhétorique qui exalte la centralité de la région, l’Asie centrale s’apparente à une périphérie largement dépendante des puissances mondiales et régionales, au premier rang desquelles la Russie et la Chine.

---

<sup>41</sup> Thorez, J., 2008, « Bazars et routes commerciales en Asie centrale – Transformation post-soviétique et ‘mondialisation par le bas’ », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 24, n° 3, p. 167-189 ; Kaminski B., Mitra S., 2012, *Borderless Bazaars and Regional Integration in Central Asia*, Washington, The World Bank.

Quoiqu'il en soit, affirmation des nations et intégration dans la mondialisation sont des processus indissociables dans la région, car ils procèdent d'une origine commune – la disparition de l'URSS. Ils prennent toutefois des formes contradictoires : à la fermeture des nouvelles frontières répond l'ouverture des anciennes limites ; à la désintégration régionale s'oppose l'insertion internationale. Les autorités centrasiatiques doivent gérer ces paradoxes, en effectuant des arbitrages, qui donnent ponctuellement la primauté à telle ou telle politique, à telle ou telle dynamique. Le choix de fonctionnaliser les nouvelles frontières au milieu des années 1990 a signifié que les autorités centrasiatiques privilégiaient à ce moment la construction nationale, alors que l'intégration régionale est reconnue comme la principale parade à l'enclavement *i.e.* comme un potentiel levier de développement<sup>42</sup>. Pourtant, la question du développement reste entièrement posée dans une région dont la trajectoire post-soviétique, orientée par la crise des années 1990, est marquée par le glissement du « Nord » vers le « Sud » dans les grandes lignes de partage du monde contemporain.

---

<sup>42</sup> Raballand, G., 2005, *op. cit.*